

[Accueil](#)

[Histoire](#)

[Guerres](#)

[Seconde Guerre mondiale](#)

La destruction de Lorient

La destruction de Lorient

Le premier bombardement de Lorient

À la veille du 27 septembre 1940, date du premier bombardement de Lorient par l'aviation anglaise, où en était-on de l'organisation de la Défense Passive ?

Les instructions ministérielles avaient été suivies dans leur ensemble, mais le recrutement du personnel avait été difficile et lent. Au point de vue sécurité générale, la Ville se trouvait divisée en 150 îlots, surveillés par un chef et deux hommes désignés par réquisition. Trois postes de guet, installés dans les clochers des trois quartiers et reliés par téléphone aux postes de police, devaient permettre la signalisation des sinistres.

Le poste de commandement se trouvait agencé dans un des sous-sols de l'Hôtel-de-Ville. Il était relié téléphoniquement à l'Hôtel des P.T.T. par deux lignes, dont l'une souterraine, et au Central Téléphonique de la Mairie, par une ligne le mettant directement en liaison avec les services municipaux, les postes de police, les hôpitaux, les casernes des pompiers de la Marine et de

la Ville.

Dans un local contigu, était installé le poste de secours principal pour les soins d'urgence aux blessés avant leur transport à l'hôpital. Un deuxième poste de secours était aménagé dans le quartier de Kerentrech, sous une école municipale. Grâce au précieux concours apporté par la jeunesse lorientaise, en les personnes des élèves des grandes classes des écoles secondaires et de l'Ecole Primaire Supérieure, des équipes de secours avaient été formées. Mais ces jeunes volontaires, bien instruits et pleins d'allant, allaient-ils tenir sous l'épreuve ? L'avenir devait nous l'apprendre bientôt ! Le personnel d'un poste de secours se composait d'un docteur, de deux infirmières ou infirmiers volontaires et des équipes de secouristes dont il vient d'être parlé.

Tout le personnel des services sanitaires se trouvait groupé sous les ordres du médecin-directeur du Bureau municipal d'Hygiène, secondé par le personnel de ce Bureau.

Des équipes de déblaiement avaient été constituées par les ouvriers de l'Atelier communal. Le chef de ce service était l'Ingénieur de la Ville. Il existait peu d'abris. Le Gouvernement ne s'était pas montré, jusqu'alors, prodigue de ses fonds et les 30 caves étayées, la plupart de grande contenance, avaient été aménagées par prélèvement sur le budget communal. Environ 400 mètres linéaires de tranchées avaient été creusées et ces tranchées étaient étayées et couvertes, mais jamais au cours des événements qui vont suivre, elles n'ont été occupées par la population, C'est là une constatation qu'il convient de retenir.

Tel était l'état de la Défense Passive, lorsque le 27 septembre 1940, vers 22 heures, retentit le sigal d'alerte. Comme de coutume, le personnel de la Défense Passive rejoignait son poste sous les tirs de la D.C.A., quand un fait nouveau fit aussitôt penser qu'il ne s'agit plus,

cette fois, d'une simple alerte.

En quelques minutes, la Ville fut éclairée, illuminée par des dizaines de fusées éclairantes se balançant mollement à quelques centaines de mètres de hauteur. Et le bombardement commença. Bombes explosives et incendiaires se succédèrent pendant plus de deux heures dans un vacarme infernal de vrombissements, de tirs et d'explosions. Des incendies éclatèrent un peu partout en ville et les demandes de secours affluèrent au poste de commandement. Successivement prenaient feu, le bâtiment de la Justice de Paix, dans la cour de l'Hôtel-de-Ville ; trois immeubles dont un cinéma, rue Jules Le Grand ; les ateliers de l'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie, quai des Indes ; un immeuble de quatre étages, rue du Port ; l'immeuble de la Mutualité, rue du Lycée et deux autres immeubles, rue de la Concorde. Au Port de Pêche, les magasins des mareyeurs étaient en flammes. Des habitants affolés, à peine vêtus, couraient, au hasard, dans les rues, n'écoutant pas les conseils des chefs des îlots ou des agents de police. Après avoir épuisé tous les moyens de lutte contre l'incendie, le Directeur de la Défense Passive fit appel aux pompiers de la Marine, puis à ceux des villes d'Hennebont et de Quimperlé, proches de Lorient, par voitures automobiles car dès les premières minutes de l'attaque, tout le réseau téléphonique fut mis en dérangement.

De leur côté, les Autorités d'occupation alertaient les pompiers de Nantes. Cependant, les équipes de secouristes recevaient le « baptême du feu ». Courageusement, elles s'étaient mises à leur tâche sous le bombardement. Pendant des heures et des heures, courbant l'échine, les jeunes brancardiers relevèrent les blessés, les transportèrent dans les postes de secours et, après soins, dans les hôpitaux, par ambulances automobiles.

Car les bombes explosives, bombes légères par comparaison à celles qui furent lancées depuis, avaient fait de gros dégâts et un nombre

assez grand de victimes. À la Ville-en -Bois, notamment, quartier situé en bordure du Scorff et à proximité de la voie ferrée, des immeubles en torchis s'étaient effondrés, ensevelissant leurs occupants. L'école des filles de la mairie était en partie détruite et un immeuble contigu, donnant sur la rue Traversière, s'était écroulé, faisant 5 victimes. Une aile du lycée Dupuy-de-Lôme était également atteinte, de même qu'une pharmacie du centre de la Ville.

30 morts, 60 blessés, tel fut le bilan de cette attaque.

Le jour se leva, éclairant les immeubles en ruines, les magasins aux devantures arrachées et les rues jonchées de pierres, de débris de verre et de lignes électriques et téléphoniques coupées. Lorient venait de vivre une nuit de terreur telle qu'elle devait en revivre malheureusement bien d'autres et combien plus terribles !

Texte de Gustave Mansion, 3 mai 1943.

Les bombardements jusqu'en 1942

Les améliorations apportées au service de la défense passive

Toute la journée du 28 septembre fut employée à noyer les décombres, à déblayer les rues, à rechercher les cadavres gisant sous les immeubles écroulés. Les brancardiers, infatigables, participèrent au déblaiement.

Le 29, Lorient achevait de panser ses blessures, quand dans la soirée, les avions anglais réapparurent dans le ciel lorientais et un nouveau bombardement eut lieu. Quelques bombes explosives tombèrent sur le quartier de la Ville-en-Bois, heureusement en partie évacué. On n'eut à déplorer qu'une seule victime.

Puis, ce fut l'interminable série des bombardements de nuit : 12, 15, 17, 27 octobre ; 7, 13, 17, 20, 22 novembre ; 5, 8, 9, 26, 28 décembre 1940. Les nuits sans sommeil ne se comptaient plus et, cependant, la vaillante population lorientaise n'abandonnait pas sa Ville, payant héroïquement son tribut à la défaite.

Dès le début de l'année 1941, un ralentissement des opérations aériennes sur la région lorientaise se produisit. Toutefois, des bombes tombèrent encore sur la Ville les 12 et 13 janvier, les 15, 19, 20 et 21 mars, le 12 avril et le 6 mai.

Dans la nuit du 4 au 5 juillet, Lorient devait revivre des heures tragiques. Quelques minutes après minuit, les fusées éclairantes s'allumèrent à nouveau sur la ville. En moins d'une heure, plus de 70 bombes explosives s'abattirent sur les différents quartiers, principalement sur l'intramuros, détruisant 25 immeubles, atteignant l'hôpital Bodélio et y tuant deux matelots infirmiers, provoquant deux violents incendies, coupant les canalisations d'eau en sept points différents, interrompant momentanément les communications ferroviaires et téléphoniques.

A la fin de l'alerte, à 3h50, toutes les victimes étaient relevées par les jeunes secouristes et le bilan du bombardement pouvait s'établir comme suit : morts 9 - blessés 27, dont beaucoup très sérieusement.

Le caporal-pompier de la Ville, DAGAU Maurice,

père de trois enfants, était mort, victime du devoir. En se portant sur le lieu d'un incendie, il avait été atteint au ventre d'un éclat de bombe percutant en pleine rue, à quelques mètres de lui.

Cette attaque devait clore la série des bombardements de nuit, jusqu'au 14 janvier 1943, date à laquelle la destruction de la Ville allait systématiquement commencer.

Au fur et à mesure que se produisaient les événements que nous venons d'énumérer, des modifications importantes furent apportées au fonctionnement des services de la Défense Passive. Aux instructions théoriques, furent substituées, peu à peu, des solutions pratiques.

La première mesure, prise dès le 29 septembre 1940, fut le transfert du poste de secours de l'Hôtel-de-Ville dans le sous-sol du Théâtre Municipal, plus grand et d'un accès beaucoup plus facile.

Les dangers auxquels se trouvaient exposés les jeunes guetteurs du fait des tirs rasants de la D.C.A., les difficultés d'accès aux clochers la nuit, et celles de signalisation précise des sinistres, amenèrent la suppression des postes de guet. Les guetteurs reçurent l'instruction des secouristes. On para aux inconvénients que pouvait faire naître cette suppression, par la pose, en différents points de la ville, d'appareils téléphoniques, reliés pendant les alertes au central souterrain de l'Hôtel des Postes. La population pouvait donc, ainsi, faire appel à tous les instants, aux services de secours.

L'insuffisance des caves étayées avait, dès le début des bombardements, inquiété vivement l'Administration Municipale. Grâce à une attribution importante de fonds faite par la Direction de la Défense Passive sur demande des autorités occupantes, la construction d'abris bétonnés, de grande contenance, avait commencé en avril 1941.

Il s'agissait d'abris comportant 400 places assises, édifiés en élévation, sur des terrains libres ou enterrés sous des places publiques. Le ciel de ces abris était constitué par une épaisseur de béton solidement armé de de 1m50.

Les travaux furent activement poussés. Trois de ces abris furent mis à la disposition du public dès le mois d'août 1941 ; deux autres furent ouverts au mois de janvier 1942. Le manque de matériaux interrompit l'exécution du programme qui avait été dressé.

C'est au mois d'avril 1942 que furent créées les équipes permanentes d'incendie et de déblaiement. L'effectif de la Compagnie des Sapeurs-Pompiers fut porté de 40 à 120 hommes, par réquisition de 80 pompiers auxiliaires. Deux motos-pompes vinrent grossir le matériel de la Compagnie.

Enfin, les services sanitaires se virent dotés d'un troisième poste de secours, de deux ambulances automobiles et de voiturettes porte-brancards. Le personnel fut renforcé et, pendant le bombardement du 5 juillet 1941, cinq docteurs assuraient le service au poste de secours du Théâtre Municipal.

Cependant, au cours des alertes, principalement le jour, la population était loin d'observer avec ensemble les consignes qui lui étaient données. Comme dans beaucoup d'autres villes, la circulation continuait d'une façon presque normale après l'émission des signaux d'alarme et de nombreuses personnes sortaient même sur la voie publique, pour observer l'évolution des avions.

Il fallut recourir à des mesures sévères, allant jusqu'à l'emprisonnement, pour obtenir l'observation des règlements. Peut-être les Lorientais se crurent-ils victimes de moyens draconiens, mais qu'ils songent que ces moyens contribuèrent, sans nul doute, à détruire par la suite le nombre des victimes, les effets meurtriers des

bombardements étant bien moindres sur une population éduquée et calme que sur une foule indisciplinée et affolée.

Le 21 octobre 1942, à 14 heures, un vrombissement de moteurs, l'intervention de la D.C.A., le sifflement des bombes, les sons ascendants et descendants des sirènes, déchirèrent brusquement l'atmosphère calme d'une belle après-midi.

A 3.500 mètres d'altitude, les forteresses volantes américaines faisaient leur apparition dans le ciel lorientais.

Elles revinrent le 18 novembre, à midi, en nombre imposant. Le bombardement porta principalement sur les terrains du Port de Pêche et boulevard de la Rade où un immeuble fut pulvérisé. On compta 17 morts et 19 blessés.

Texte de Gustave Mansion, 3 mai 1943.

La destruction de Lorient en 1943

A 23h55, le 14 janvier 1943, les sirènes donnèrent l'alerte et quelques minutes après, on pouvait entendre distinctement les ronflements des moteurs d'une importante escadre aérienne.

Cependant, les Lorientais n'en conçurent pas autrement d'inquiétude, car il était fréquent qu'au cours des opérations de mouillage de mines, les avions viennent survoler la Ville, salués par un feu nourri des batteries antiaériennes.

Mais, vers 0h15, les fusées éclairantes s'allumèrent en grand nombre, annonçant un bombardement qui ne tarda pas à se produire.

Plusieurs milliers de bombes incendiaires furent lancées ainsi que quelques bombes explosives.

Les quartiers atteints étaient ceux de la Nouvelle-Ville et de Merville. Plus de 80 foyers d'incendie éclatèrent simultanément et, après avoir dirigé sur les lieux tous les moyens de secours dont on disposait et jugé de la gravité de la situation, le Directeur de la Défense Passive fit appel aux pompiers de la Marine française, puis aux corps de sapeurs-pompiers de Vannes, d'Auray, d'Hennebont et de Pontivy dans le Morbihan, de Quimper, de Quimperlé et de Concarneau dans le Finistère. Les effectifs ainsi utilisés étaient imposant. Plus de 350 officiers, sous-officiers et sapeurs, participèrent à la lutte contre le feu avec 12 autos-pompes, 10 motos-pompes, sans compter un fort détachement de pompiers allemands avec leur matériel. Malgré tout, la situation était critique. Dans les quartiers denses, le feu gagnait de maison en maison. On décida d'adopter une politique sévère qui fut féconde en résultats. Les immeubles isolés ou entourés de jardinets furent abandonnés au feu, tous les efforts étant dirigés sur les points où il y avait danger d'extension. Le 15 janvier, à 11h30, les corps de pompiers venus de l'extérieur pouvaient ramasser leur matériel et regagner leurs casernes.

120 maisons, dont deux églises, étaient détruites par le feu ou par explosions. On comptait 12 tués et plusieurs blessés. L'émotion causée par cette agression n'était pas calmée lorsque, le même jour, à 19h30, une nouvelle attaque se produisit, avec une violence accrue. Le

bombardement se poursuivit pendant deux heures, sans interruption. On peut considérer que le nombre d'avions assaillants était de 200.

Les quartiers atteints étaient principalement ceux de l'intra-muros et de Kerentrech. Les bombes incendiaires pleuvaient littéralement sur la Ville. Dès le début de l'attaque, on pouvait dénombrer plus de 400 foyers d'incendie. Le Théâtre, l'Hôtel des P.T.T., l'Hôpital Bodélio, brûlaient. Les pompiers de l'extérieur furent à nouveau appelés.

Bientôt, les bombes explosives succédèrent aux bombes incendiaires.

Vers 22 heures, le centre de la Ville était un immense foyer. La lutte contre le feu était difficile. Par suite de la rupture de la conduite principale de 600 m/m alimentant la Ville, touchée en plein par une bombe, et d'une panne générale d'électricité, l'eau manquait. Il fallut faire des établissements dans le bassin à flot, mais de nombreux incendies ne pouvaient être combattus. Les pompiers, qui venaient de lutter pendant toute une nuit et une journée, faisaient l'impossible. L'Hôtel des P.T.T. put être préservé, grâce au dévouement du personnel.

Un fort vent du Sud-Est activait les flammes. L'atmosphère était irrespirable. Au milieu de la fumée et des flammèches transportées par le vent, des gens à peine vêtus, une valise à la main, dans laquelle ils avaient entassé, très vite, pêle-mêle, les objets les plus chers, fuyaient, éperdus. D'autres, assis sur une malle sauvée à grand peine, regardaient sur la rue brûler les maisons.

Dans les postes de secours, on soignait les blessés, les pompiers aux yeux gonflés et rouges.

La lutte se poursuivit toute la nuit, toute la journée du 16, la nuit du 16 au 17, la journée du 17.

Le 18, on put faire le bilan de cette terrible soirée : 800 nouveaux

immeubles étaient détruits. On comptait 14 morts et 20 blessés, mais sous les décombres, il restait des corps dont le nombre n'était pas connu.

Lorient vécut les journées qui suivirent le 15 janvier, dans une atmosphère de panique. Quoique l'ordre d'évacuation ne fut pas donné, de nombreuses personnes quittaient la Ville en toute hâte et, sur les routes, on pouvait voir, se succédant sans interruption, les véhicules les plus disparates, du car spacieux à la voiture à bras, où de pauvres gens avaient entassé toutes leurs richesses.

Cependant, on espérait encore. On ne pouvait pas comprendre que la malheureuse ville était condamnée et qu'elle allait mourir inévitablement.

La journée du 23 janvier et la nuit du 23 au 24, devaient enlever tout espoir à ceux qui pensaient encore que grâce lui serait faite.

Le 23 janvier, l'alerte était donnée à 13h40. A 13h55, une formation de 60 bombardiers survolait la Ville à grande hauteur et une escadrille s'en détachait et lâchait ses bombes sur l'intra-muros et la Nouvelle-Ville.

27 points de chute de bombes explosives, à grande puissance étaient relevés ; 12 immeubles, dont l'Hôtel des Postes, étaient complètement détruits, beaucoup d'autres gravement endommagés ; 4 conduites d'eau étaient sectionnées. On comptait 10 morts et 20 blessés.

On procédait encore au déblaiement pour la recherche des corps, lorsqu'à 20h15, une nouvelle attaque eut lieu. Les bombes incendiaires tombèrent en quantité énorme et furent suivies de bombes explosives dont la quantité et la force croissaient à chaque bombardement.

Des incendies éclatèrent partout. L'Hôtel-de-Ville prit feu vers 21 heures.

A la suite du bombardement de l'après-midi, le service d'eau n'avait pu être rétabli.

Les pompiers de Lorient, renforcés par ceux de Vannes, de Pontivy, d'Auray et de Quimperlé, combattirent quelques sinistres en établissant des navettes à partir du bassin à flot.

A 5 heures du matin, le 24 janvier, le poste de commandement de la Défense Passive dût être évacué.

On comptait 4 tués et 5 blessés. 500 nouveaux immeubles étaient anéantis.

Et la série rouge continua pendant que l'évacuation s'effectuait lentement. Le 26 janvier, à 19h30, une nouvelle attaque par bombes incendiaires et explosives. Des projectiles de très gros calibres furent utilisés. Des pâtés entiers d'immeubles étaient incendiés ou jetés à terre. La Mairie, installée depuis la veille, au siège de l'Energie Electrique de la Basse-Loire, place Alsace-Lorraine, était à nouveau, détruite.

Les brancardiers relevèrent un mort et 4 blessés.

Le 29 janvier, à 20 heures, nouveau bombardement détruisant 27 immeubles par incendie.

Le 4 février, à 20 heures également, des bombes incendiaires et explosives étaient lancées sur la Ville. Il y eut 6 vagues successives de 24 avions chacune. 170 immeubles étaient détruits par le feu ou les explosions. La gare de la S.N.C.F. fut atteinte par 5 bombes explosives et la gare de la P.V. fut incendiée.

L'aviation anglo-américaine s'acharnait sur la Ville. Le 7 février, eut lieu un nouveau bombardement qui dépassait, en intensité et en violence, tous les bombardements précédents. 632 immeubles furent anéantis, dont l'église paroissiale place Saint-Louis et la Gare de Voyageurs.

L'attaque fut effectuée par 250 appareils, opérant en trois vagues, dont la dernière, la moins nombreuse, comportait 60 appareils.

Il y eut un répit de six jours puis, le 13 février, des milliers de bombes incendiaires s'abattirent sur la Ville, dont l'évacuation était heureusement à peu près terminée. Quant au nombre et au calibre des bombes explosives, ils ont dépassé tous ce qui avait été constaté jusqu'alors. Il est certain que des bombes de 2.000 kg ont été lancées. Leur effet était désastreux, une seule de ces bombes allant jusqu'à détruire 30 maisons. 238 immeubles furent détruits.

Enfin, le 16 février, à 20 heures, nouvelle et violente attaque, avec un nombre de bombes explosives plus important. 131 autres immeubles furent détruits.

La Ville était à peu près anéantie et devenue véritablement une ville morte. Elle avait reçu, au cours des attaques du 14 janvier au 17 février 1943, plus de 500 bombes explosives, dont la plupart à grande puissance (1000 à 2000 kg) et, environ, 60000 bombes incendiaires. À certains endroits, on en découvrait une au mètre carré !

3.500 immeubles sur 5.000 étaient complètement anéantis, la plupart des autres étant endommagés et inhabitables. Le chiffre des sinistrés atteignait 40.000 ; celui des victimes connues était de 71 morts et 73 blessés.

On pouvait, dès lors, considérer que Lorient n'existait plus. Les communes limitrophes, étaient aussi durement touchées. Lanester comptait 600 immeubles détruits et 700 endommagés. Le nombre des victimes était de 50 morts et 6 blessés. A Keryado, on comptait 300 maisons anéanties, 30 tués et 32 blessés. Des bombes explosives et incendiaires étaient tombées sur toute la région lorientaise et au total, 5.000 immeubles étaient détruits et 3.000 sérieusement atteints.

Depuis le 14 janvier 1943, le chiffre général des victimes connues

atteignait 185 morts et, au moins, 172 blessés.

Texte de Gustave Mansion, 3 mai 1943.

Appel radiodiffusé, qui a été adressé par Emmanuel Svob, maire de Lorient, en faveur de populations sinistrées publié dans le journal La Liberté du Morbihan du 15 mars 1945.

Il est dans l'Ouest, des gens qui souffrent, des sinistrés totaux, des vieillards, des enfants, des mères.

100 000 Lorientais ainsi s'appellent ceux de cette Cité détruite totalement en janvier et février 1943, ainsi que ceux des agglomérations qui l'entourent. Je parle des Lorientais de demain, de Keryado, de Ploemeur, de Lanester.

Un mois durant, nuit et jour, et à vingt reprises, ces habitants subirent les bombardements qui ont anéanti leur Cité.

Lorient est toujours ville allemande et, devenue forteresse marine, les pièces d'artillerie à longue portée autrefois dirigées vers la mer ont été retournées sur leur socle. Leurs gueules sinistres, crachant le feu, apportent, comme la semaine passée encore au chef-lieu du département, la mort à 30 kilomètres de leurs positions.

Songez dans quelles inquiétudes vivent les populations évacuées et celles placées dans la zone de tir !

Mes pensées se dirigent vers ces sinistrés de la première heure qui, après les terribles moments vécus, il y a deux ans déjà, attendent avec une impatience certaine le moment où ils pourront revoir ce qui leur reste : des ruines. Ces ruines, qui n'existaient parfois qu'à demi lors de leur exode sont aujourd'hui totale. Les planchers, les portes et fenêtres ont servi à faire du feu aux boches. Ces derniers ont détruits le reste par explosion de mines.

Qu'attendent ces sinistrés de France, dont la situation critique a été rappelée récemment par mon collègue le Maire de Caen ?

Ils attendent tous, qu'ils soient de Dunkerque, de Lorient, de Saint-

Nazaire, des Charentes, de Caen ou de Brest, que les Pouvoirs Publics décident rapidement leur situation future et décident clairement.

Hier ils étaient de « Lorient », qui retraités de Marine et des Armées, qui industriels et commerçants, qui employés ou ouvriers besogneux, tous amalgamés dans le creuset d'où sortait la joie de vivre.

Ils avaient tous leur demeure et leur mobilier, témoins de souvenirs, de vies bien remplies, d'espoir dans les générations qui montent.

Ils n'ont plus rien.....

Leur désarroi est encore immense et si certains, les jeunes, ont pu se reclasser provisoirement là où le marché de travail les appelle ; d'autres attendent, miséreux, dans ces petites villes et petits bourgs du Morbihan, le retour dans ce coin de terre qu'ils chérissent pour de multiples raisons.

O choses inanimées !

Que fera la Nation pour ceux-là, eux qui ont tout donné ?

La communauté nationale doit, aujourd'hui et demain, prouver son existence et si, comme le soulignait si justement mon confrère de Caen, certains ont pu vivre dans un calme relatif, se retrouver après cette guerre et se compter constater qu'aucun dommage n'a été subi, ni sur leur personne, ni sur leurs biens, qu'ils se disent et se répètent que les sacrifices des autres en sont la raison.

Que serait-il advenu des Marines Alliées, si les bases de sous-marins allemands, installées à Lorient et à Saint-Nazaire, n'avaient été touchées dans leurs œuvres vives ?

Que serait-il devenu des débarquements en Afrique et en Europe, si ces Cités, bastions avancés de la présence éphémère du « Teuton » avaient subsisté ?

Les Lorientais - il y a deux ans déjà - lorsqu'ils fuyaient sous les bombes meurtrières savaient qu'elles ne leur étaient pas destinées. Ils firent généreusement le sacrifice de tout : combien de familles ont perdu des êtres chers !

Ils demandent que cette privation de jouissance qui est la leur, cette

privation de jouissance née du travail, des économies de toute une vie soit bientôt caduque et qu'ils soient rétablis dans leurs droits.

Combien, souvent, moi, leur Maire, réinstallé par le Gouvernement provisoire de la République, après avoir exercé mes fonctions pendant plus de dix ans, j'ai médité et pensé leur vie depuis cette terrible époque !

Combien, aussi, j'ai songé à leur avenir et à leurs désirs légitimes !

Je les ai mêlés à tous ces Français que la guerre a rejetés loin du toit familial, dont il ne reste qu'amoncellement de ruines.

Je ne vous dirai pas les douleurs physiques qu'ils ont endurées. Je vous tairai le lamentable exode dû à l'incurie des responsables placés à l'époque dans l'Administration de Vichy, soit à la tête de la région, du département ou de la Ville car ceci est du passé.

Je considère seulement que celui qui, pour des besoins de la guerre, a vu sa maison détruite, doit prétendre à ce que l'État la lui reconstruise, que son mobilier soit remplacé, sans qu'il ait d'autre préjudice pécuniaire à supporter.

Quand je parle de l'État, je pense à tous les Français qui se sont aujourd'hui retrouvés dans la Communauté Nationale, avec le désir de refaire notre France plus belle, plus laborieuse, plus généreuse.

Cet esprit de communauté que l'on rencontre dans la douleur, dans la misère de la guerre, quittera-t-il les Fils de France lorsque la paix sera retrouvée ?

On oublie vite les douleurs des autres. J'ai voulu vous parler d'eux. De ceux que la guerre a ruinés, et je pense confiant, aux décisions des représentants de la Commission Consultative, ajoutant toutefois qu'il paraîtrait paradoxal que l'intérêt national soit mal compris si, éventuellement, on voyait les mesures boiteuses élaborées par Vichy reprises par notre Administration actuelle.

Oublierait-on que cet intérêt national veut le relèvement des ruines ? Que des milliards versés pour des fins de guerre ne pourraient l'être pour des fins de paix ? Que des activités passées demandent à sortir

de leur sommeil ?

Il y avait à Lorient un arsenal militaire. Des milliers d'ouvriers qualifiés portaient dans tous les pays du monde l'hommage vivant de l'œuvre créatrice de la France.

Lorient sera-il rayé du plan futur des arsenaux ? Ce serait un non-sens. L'Allemand avait considéré l'importance et les possibilités géographiques de la rade de Lorient. Les travaux qu'il y fit soulignent à l'attention des Pouvoirs Public l'intérêt de la question.

Connaître la désaffectation des sommités de la Marine étonne le profane. M. le Ministre de la Marine ne peut, sans commettre une faute, décider que Lorient ne sera plus l'arsenal qu'il était.

À M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, je présenterai une requête, ajoutant aux doléances de mon collègue le Maire de Caen « les sinistrés de France vous observent et vous jugeront ». Ils n'apprécieront les services rendus à la Nation qu'autant que vos efforts tendront à faire supporter le fardeau que la guerre laisse comme tribut à notre pays et qu'autant que vous aurez su répartir les dommages d'équitable manière.

D'autre part, la Charte de la Reconstruction, élaborée en 1919, devrait être reprise. La loi du 17 avril 1919 doit être votre loi, notre loi à nous qui avons tout perdu.

Mais qu'on se hâte ! Lorient, comme les autres localités sinistrées, craint fort que les événements ne devancent les décisions à prendre à leur égard. L'exemple de Brest, où rien n'avait été préparé, hante leurs souvenirs.